



Document de consultation

Projet de plan stratégique 2025-2028 du CKNID

Janvier 2025

Date limite de réception des commentaires : le 7 avril 2025

Reconnaissance territoriale

Nous, le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité (CCNID), reconnaissons que nos travaux sont réalisés sur les terres des Premières Nations, des Métis et des Inuits du Canada (les « peuples autochtones »), lesquels entretiennent des relations durables avec la terre, l'eau et l'air depuis des dizaines de milliers d'années.

Nous reconnaissons les droits et les contributions inhérents des peuples autochtones à l'égard de la protection et du maintien de ces terres et de ces eaux jusqu'à maintenant, et pour les générations à venir. Nous reconnaissons et respectons l'importance des terres visées par un traité et non cédées, et nous rendons hommage aux connaissances, cultures, structures de gouvernance et histoires diverses des peuples autochtones du Canada.

Nous reconnaissons que la promotion de la réconciliation est un élément essentiel des travaux de normalisation en matière d'information sur la durabilité au pays. Nous nous engageons ainsi à favoriser l'apprentissage continu, la mobilisation et la collaboration avec les peuples autochtones, dans le cadre de notre mission de servir l'intérêt public en établissant et en tenant à jour des normes d'information sur la durabilité de grande qualité au Canada.

Nous invitons toutes les parties intéressées et concernées à réfléchir à leurs propres relations avec la terre et les peuples autochtones, ainsi qu'à la façon dont leur travail peut contribuer à la poursuite des efforts en matière de réconciliation et de durabilité.

TABLE DES MATIÈRES

Message de la présidence	3
Objectif.....	4
Déroulement et calendrier du processus de planification du CCNID	4
Appel à commentaires	4
Le CCNID.....	4
Mission, vision et valeurs	5
Notre mission	5
Notre vision	5
Nos valeurs	5
Engagement envers les peuples autochtones, principes directeurs et valeurs	5
Objectifs du CCNID	6
Établissement des priorités stratégiques.....	6
Priorités stratégiques.....	7
Introduction	7
Priorité A — Devenir la référence canadienne en matière d'établissement de normes d'information sur la durabilité de grande qualité	7
Priorité B — Promouvoir l'inclusion des peuples autochtones au sein du processus d'élaboration des normes d'information sur la durabilité.....	7
Priorité C — Contribuer à l'élaboration des normes internationales d'information sur la durabilité	7
Priorité D — Déterminer comment nous pouvons contribuer par l'élaboration de normes ou d'indications supplémentaires relatives à l'information sur la durabilité	7
Priorité E — Mettre en œuvre une stratégie de communication et de consultation mobilisant efficacement les parties intéressées et concernées afin de réaliser notre mission	8
Priorité A — Devenir la référence canadienne en matière d'établissement de normes d'information sur la durabilité de grande qualité.....	9
Priorité B — Promouvoir l'inclusion des peuples autochtones au sein du processus d'élaboration des normes d'information sur la durabilité.....	10
Priorité C — Contribuer à l'élaboration des normes internationales d'information sur la durabilité	12
Priorité D — Déterminer comment nous pouvons contribuer par l'élaboration de normes ou d'indications supplémentaires relatives à l'information sur la durabilité	13
Priorité E — Mettre en œuvre une stratégie de communication et de consultation mobilisant efficacement les parties intéressées et concernées afin de réaliser notre mission.....	14

Critères d'évaluation des priorités stratégiques.....	15
Critères d'évaluation des priorités stratégiques.....	15
Prédominance	15
Incidences	15
Mise en œuvre du plan	16
Procédure officielle	16
Communications	16
Évaluation des résultats.....	16
Mobilisation des parties intéressées et concernées.....	16
Recherche.....	16
Annexe — Principes directeurs et valeurs soutenant le respect des droits autochtones lors de l'élaboration des NCID.....	17
Principes directeurs	17
Valeurs directrices	18

MESSAGE DE LA PRÉSIDENCE

Ces dernières années, notre compréhension de l'importance que revêt la réponse aux possibilités et risques liés à la durabilité s'est approfondie. Les investisseurs, ainsi que d'autres parties intéressées et concernées prenant des décisions d'investissement, cherchent à obtenir des informations plus éclairantes que celles présentées dans les états financiers, notamment sur les possibilités et risques liés aux changements climatiques et à d'autres questions environnementales, sociales et de gouvernance. Cette situation a entraîné la création d'une diversité de normes, d'indicateurs et de cadres (ou référentiels), dans lesquels coexistent des exigences différentes et parfois incohérentes sur les plans de la présentation et de l'application. Devant la multiplicité des cadres ou référentiels, les entités peinent à faire des comparaisons significatives et constatent un alourdissement important du fardeau lié aux obligations d'information. C'est pourquoi des parties intéressées et concernées canadiennes ont jugé impératif de disposer d'un référentiel international unique en matière d'information sur la durabilité.

La base de référence mondiale du Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board – ISSB) établit précisément ce référentiel. Le Conseil canadien des normes d'informations sur la durabilité (CCNID) doit veiller, lors de l'adoption de normes internationales au Canada, à ce que les normes canadiennes correspondantes répondent aux besoins et servent l'intérêt public canadien. Aujourd'hui, alors que nous lançons le projet de plan stratégique inaugural 2025-2028 du CCNID, nous nous engageons à promouvoir l'établissement de telles normes.

Notre collaboration avec d'autres normalisateurs, tant au Canada qu'à l'étranger, et nos échanges directs avec les parties intéressées et concernées sont au cœur de notre projet de plan stratégique. Cette approche collaborative nous permet de nous assurer que nos normes contribuent à résoudre les difficultés réelles auxquelles sont confrontées les organisations canadiennes et à aider ces dernières à fournir des informations de grande qualité et utiles à la prise de décisions. Ainsi, nous visons à faire progresser le rôle du Canada dans l'établissement de normes d'information sur la durabilité à l'échelle mondiale et à aider les entités canadiennes à mieux comprendre les obligations d'information énoncées dans le référentiel mondial. Le CCNID a travaillé en étroite collaboration avec l'ISSB pour veiller à ce que les points de vue canadiens soient pris en compte dans l'élaboration des normes internationales d'information sur la durabilité et pour soutenir l'adoption des normes qui forment la base de référence mondiale.

L'un des piliers de notre projet de plan stratégique est l'inclusion des points de vue des peuples autochtones. Nous nous engageons à établir des partenariats collaboratifs avec les Premières nations, les Métis et les Inuits, en veillant à ce que les droits et les intérêts des peuples autochtones soient réellement pris en compte dans nos travaux. En faisant valoir les points de vue autochtones, nous cherchons à élaborer des normes qui traduisent la voix de tous les Canadiens, à enrichir notre référentiel d'information sur la durabilité et à mener nos travaux dans un esprit de respect et de réconciliation.

Cette proposition de plan stratégique inaugural énonce nos priorités stratégiques pour la période allant de 2025 à 2028 et vise à recueillir vos commentaires et suggestions. Parmi ces priorités, on trouve l'élaboration de normes rigoureuses et évolutives qui reflètent le contexte canadien, le dialogue avec les parties intéressées et concernées de divers secteurs pour favoriser l'inclusion, et la collaboration avec les normalisateurs internationaux. Nous sommes conscients que l'information relative à la durabilité évolue rapidement et, par conséquent, notre approche est à la fois flexible et orientée vers l'avenir.

Le plan stratégique inaugural proposé par le CCNID représente une vision collaborative de l'établissement de normes d'information sur la durabilité au Canada. Nous vous remercions à l'avance de votre participation à notre consultation, et nous sommes impatients de recevoir vos commentaires et vos avis alors que nous finalisons notre stratégie.

Bruce Marchand, LL. B., IAS.A
Président par intérim du CCNID

OBJECTIF

Le CCNID souhaite obtenir des commentaires sur le plan stratégique trisannuel qu'il se propose d'adopter pour la période allant de 2025 à 2028. Le présent projet de plan stratégique décrit les grandes orientations qui guideront le CCNID dans la réalisation de sa mission et l'incarnation de sa vision et de ses valeurs.

Déroulement et calendrier du processus de planification du CCNID

Après avoir invité les parties intéressées et concernées à lui faire part de leur avis (au moyen de sondages en ligne, de lettres de commentaires ou d'autres activités de consultation) sur les priorités stratégiques qu'il propose, le CCNID¹ procédera à l'analyse des commentaires reçus. Au besoin, il modifiera son projet de plan stratégique à la lumière de ceux-ci et discutera de la version révisée avec le [Conseil de surveillance des normes d'information et de certification](#). Le CCNID prévoit de mettre la dernière main à son plan stratégique au cours du second semestre de 2025 et d'entreprendre sa mise en œuvre aussitôt.

Appel à commentaires

Le CCNID invite les parties intéressées et concernées à formuler des commentaires sur les questions posées dans son projet de plan stratégique. Il les invite aussi à répondre à des questions précises sur les priorités stratégiques proposées.

Les commentaires ont d'autant plus de valeur qu'ils indiquent précisément la priorité stratégique et la question sur lesquelles ils portent, expliquent clairement le sujet de préoccupation et exposent les raisons pour lesquelles le répondant adhère ou non à la proposition. Des questions précises auxquelles le CCNID souhaite obtenir des réponses sont formulées tout au long du présent projet de plan stratégique.

Vous avez jusqu'au 7 avril 2025 pour nous faire part de vos commentaires, en visitant la [page Web](#) du document de consultation et en utilisant l'un des moyens suivants :

- **remplir un [sondage en ligne](#)**;
- **remplir un [formulaire de réponse](#)** et le transmettre par l'intermédiaire de notre [portail en ligne](#);
- **envoyer une lettre de commentaires** par l'intermédiaire de notre [portail en ligne](#). Les lettres de commentaires peuvent aussi être envoyées à l'attention de :

Lisa French
Vice-présidente, Normes d'information sur la durabilité
277, rue Wellington Ouest
Toronto (Ontario) M5V 3H2

LE CCNID

Nous menons des travaux visant l'adoption de normes d'information sur la durabilité au Canada. Nous élaborons les Normes canadiennes d'information sur la durabilité (NCID) qui concordent avec la base de référence mondiale que forment les normes de l'ISSB; ces normes comprennent par ailleurs des modifications visant à servir l'intérêt public canadien. Nous sommes aussi membres du [Sustainability Standards Advisory Forum](#) de l'ISSB, une position qui nous sert dans la réalisation du deuxième volet de notre mission, à savoir participer aux activités de normalisation à l'échelle internationale.

¹ Le terme « parties intéressées et concernées » englobe les parties qui portent un intérêt aux normes et aux travaux du CCNID, ainsi que celles sur lesquelles ces normes et travaux ont une incidence — par obligation ou par choix. Ce terme désigne ainsi les parties que le CCNID cherche à consulter et à mobiliser.

MISSION, VISION ET VALEURS

Notre mission

Notre mission consiste à servir l'intérêt public en établissant et en tenant à jour des normes d'information sur la durabilité de grande qualité pour les entités canadiennes et en contribuant à l'élaboration de normes internationales d'information sur la durabilité.

Notre vision

Nous nous employons à être un porte-parole digne de confiance dans le domaine des normes d'information sur la durabilité au Canada et à promouvoir l'adoption à grande échelle de nos normes.

Nos valeurs

L'intégrité et la crédibilité – Nous entendons réaliser notre mission avec courage et humilité, ferons preuve de compétence et rendrons compte de nos actes.

Le respect – Nous veillerons à prêter une oreille attentive à nos interlocuteurs, faire preuve d'ouverture, d'empathie et de considération, nous tenir bien renseignés, jouer un rôle constructif, préserver la confidentialité et chercher à comprendre les différents points de vue.

L'inclusion – Nous nous emploierons activement à renouveler le dialogue avec des parties aux opinions diversifiées, communiquer ouvertement et remettre en question de manière constructive nos acquis.

La collaboration – Nous comptons confronter nos idées, faire preuve de franchise, de souplesse et de vulnérabilité, soutenir la mobilisation des parties intéressées et concernées et la mise en valeur de leur potentiel, offrir une liberté d'action aux autres, définir clairement nos objectifs et mesurer nos résultats.

La réciprocité – Nous favoriserons une culture de respect mutuel et établirons des relations à long terme qui sont mutuellement profitables.

Engagement envers les peuples autochtones, principes directeurs et valeurs

Les droits des Premières Nations, des Métis et des Inuits sont inhérents et propres au contexte canadien. Toutes les parties intéressées et concernées sont touchées lorsque les droits des peuples autochtones ne sont pas respectés.

Nous nous engageons à faire en sorte que les peuples autochtones participent activement à l'élaboration des normes d'information sur la durabilité au Canada et que leurs droits soient respectés. Dans le contexte mondial, ces droits sont confirmés dans la [Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones \(DNUDPA\)](#), adoptée en 2007. Au Canada, ces droits sont reconnus dans l'[article 35 de la Loi constitutionnelle](#) et dans la [Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#) de 2021. En collaboration avec les peuples autochtones, nous nous engageons à étudier la meilleure manière de tenir compte de ces droits lors de l'élaboration des NCID et, de manière générale, dans le cadre des activités de normalisation en matière de durabilité.

Nous reconnaissons que la promotion de la réconciliation avec les Premières Nations, les Métis et les Inuits est un élément essentiel des travaux de normalisation en matière d'informations financières sur la durabilité au Canada. Cet engagement repose sur une série de principes directeurs et de valeurs décrits en [annexe](#).

L'une des priorités du présent projet de plan stratégique concerne les peuples autochtones et permet de faire progresser ces travaux essentiels.

Objectifs du CCNID

Nos objectifs sont les suivants :

- établir et tenir à jour des NCID qui répondent aux besoins des marchés financiers en matière d'information sur la durabilité et qui améliorent la présentation de cette information par les entités canadiennes en prenant dûment en considération les coûts et les avantages pour les préparateurs et les utilisateurs concernés;
- participer, avec d'autres normalisateurs, à la mise au point de meilleures pratiques pour l'établissement de normes d'information sur la durabilité à l'échelle mondiale, en vue de les adopter ou de les adapter au contexte canadien.
- soutenir la mise en œuvre des normes d'information sur la durabilité.

Pour atteindre ses objectifs, nous nous employons :

- à établir des normes de grande qualité qui renforcent la confiance à l'égard de l'information sur la durabilité présentée;
- à mobiliser les peuples autochtones de façon respectueuse pour nous assurer qu'ils participent au processus d'élaboration des normes d'information sur la durabilité;
- à respecter et à susciter les commentaires de toutes les parties qui s'appuient sur ses normes;
- à examiner les questions avec objectivité;
- à respecter la capacité des parties qui appliquent ses normes de faire preuve de jugement professionnel;
- à répondre aux besoins des parties intéressées et concernées par ses normes;
- à améliorer constamment le processus de normalisation;
- à être à l'avant-garde de la réflexion sur les questions d'information sur la durabilité.

Établissement des priorités stratégiques

Pour établir nos priorités stratégiques, nous avons tenu compte de plusieurs facteurs et risques liés à notre environnement externe et à nos conditions opérationnelles. Ces facteurs concernent :

- le [rapport final du Comité d'examen indépendant de la normalisation au Canada](#);
- des considérations d'ordre politique et réglementaire;
- des considérations d'ordre social et culturel;
- des considérations d'ordre économique;
- les faits nouveaux concernant la durabilité, l'environnement physique et les normes internationales d'information financière;
- les commentaires recueillis auprès des intervenants du marché dans le cadre de nos consultations sur la [NCID 1, Obligations générales en matière d'informations financières liées à la durabilité](#), la [NCID 2, Informations à fournir en lien avec les changements climatiques](#), ainsi que sur le document de consultation sur les critères de modification proposés.

Nous avons également examiné les [critères relatifs aux priorités stratégiques](#) énoncés dans le présent document afin de déterminer s'il y avait lieu d'ajouter certaines priorités à notre programme de travail.

Question 1

1. Approuvez-vous les énoncés de mission, de vision et de valeurs du CCNID? Dans la négative, pourquoi?

PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Introduction

Nos priorités stratégiques sont établies afin de promouvoir notre vision, notre mission et nos valeurs, et d'orienter nos plans annuels pour les exercices 2025 à 2028.

Priorité A — Devenir la référence canadienne en matière d'établissement de normes d'information sur la durabilité de grande qualité

- Soutenir l'établissement et l'adoption de normes d'information sur la durabilité de grande qualité en mobilisant les parties intéressées et concernées et en développant une relation d'écoute avec celles-ci, ainsi qu'en prévoyant l'adoption volontaire de ces normes par les entités canadiennes et leur utilisation par les autorités de réglementation et les autorités gouvernementales canadiennes comme source de référence en matière d'obligations d'information liées à la durabilité.
- Consolider les liens avec d'autres normalisateurs canadiens.

Priorité B — Promouvoir l'inclusion des peuples autochtones au sein du processus d'élaboration des normes d'information sur la durabilité

- Consolider les activités de consultation et de mobilisation auprès des peuples autochtones pour établir un lien de confiance et approfondir nos relations avec ceux-ci.
- Créer de nouvelles voies pour permettre aux peuples autochtones de participer aux processus de normalisation et d'exprimer leur point de vue.
- Assurer la prise en compte des droits et intérêts des peuples autochtones dans les NCID.

Priorité C — Contribuer à l'élaboration des normes internationales d'information sur la durabilité

- Participer au processus de normalisation à l'échelle internationale et exercer une influence sur ce dernier, en mettant l'accent sur les domaines qui ont le plus d'incidence au regard de l'intérêt public canadien, comme le projet de recherche de l'ISSB sur la biodiversité.
- Donner l'exemple en préconisant la prise en compte des points de vue et questions autochtones dans le processus décisionnel relatif à l'élaboration des normes internationales d'information sur la durabilité.

Priorité D — Déterminer comment nous pouvons contribuer par l'élaboration de normes ou d'indications supplémentaires relatives à l'information sur la durabilité

- Déterminer si nous devrions élaborer des normes ou des indications distinctes pour certains types d'entités, telles que :
 - les entités à capital fermé de petite ou moyenne taille établies au Canada;
 - les entités du secteur public.
- Définir notre rôle pour ce qui est de fournir des indications sur les NCID aux parties intéressées et concernées.

Priorité E — Mettre en œuvre une stratégie de communication et de consultation mobilisant efficacement les parties intéressées et concernées afin de réaliser notre mission

- Améliorer la transparence du processus décisionnel et la rapidité de traitement des commentaires dans le cadre des consultations futures.
- Réaliser un suivi après mise en œuvre efficace en tenant compte des commentaires reçus des parties intéressées et concernées.
- Renforcer la mobilisation de la communauté francophone pour accroître sa participation au processus de normalisation.

Question 2

2. Y a-t-il des priorités ou des objectifs qui devraient être ajoutés, modifiés ou retirés du projet de plan stratégique? Dans l'affirmative, veuillez indiquer lesquels et justifier votre réponse.

À noter que les questions portant sur la [priorité B](#) suivent cette section du document.

PRIORITÉ A — DEVENIR LA RÉFÉRENCE CANADIENNE EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT DE NORMES D'INFORMATION SUR LA DURABILITÉ DE GRANDE QUALITÉ

Jusqu'à présent, nous avons élaboré les NCID en nous fondant sur la base de référence mondiale établie par l'ISSB. Ces normes fondamentales visent à faire en sorte que les intervenants sur les marchés financiers disposent des renseignements nécessaires pour prendre des décisions concernant l'affectation des capitaux. Compte tenu des demandes croissantes pour des normes d'information sur la durabilité uniformes à l'échelle mondiale, la nécessité d'élaborer et d'adopter de telles normes au Canada s'accroît aussi. Par conséquent, le fait de faire des NCID la référence canadienne en matière d'informations à fournir sur la durabilité permettra au Canada de demeurer à l'avant-garde des efforts déployés à l'échelle mondiale dans ce domaine.

Les investisseurs étant de plus en plus conscients de l'incidence significative des possibilités et risques liés aux changements climatiques et à la durabilité sur la performance organisationnelle, la demande pour des informations sur la durabilité provenant des entreprises a connu une forte hausse ces dernières années. Pour aider les entreprises à répondre à cette demande croissante, divers cadres et normes d'application volontaire ont été établis. En résulte un ensemble disparate d'obligations d'information, de normes et de cadres auquel se heurtent les préparateurs et les investisseurs. En favorisant l'adoption de NCID conformes aux exigences légales et réglementaires canadiennes à titre de normes de référence, nous renforçons notre rôle de porte-parole canadien digne de confiance concernant l'information sur la durabilité, en plus d'assurer l'uniformité, la cohérence et la comparabilité des informations fournies dans la sphère de l'information liée à la durabilité au Canada, qui serait autrement fragmentée.

Il est essentiel de resserrer les liens avec les autres conseils de normalisation canadiens pour tirer parti des travaux nouveaux et déjà effectués. Par exemple, il est important que nous collaborions avec le Conseil des normes d'audit et de certification (CNAC) pour nous assurer que les informations communiquées selon les NCID pourront faire l'objet d'une mission de certification réalisée par un tiers. La collaboration avec le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) nous permettra par ailleurs de suivre les activités de normalisation en matière d'information sur la durabilité propres au secteur public qui se déroulent sur la scène internationale, et d'y participer. Il nous sera également essentiel d'arrimer nos travaux en cours à ceux du Conseil des normes comptables (CNC) pour assurer la concordance de nos normes respectives.

Tous ces efforts dépendront de notre capacité à développer une relation d'écoute avec un large éventail de parties intéressées et concernées et à mobiliser celles-ci. En effet, nos travaux ayant pour but de servir l'intérêt public, ils dépendent forcément d'une bonne compréhension de la façon dont nos efforts touchent les entités. Mobiliser de façon durable les parties intéressées et concernées sera essentiel à l'établissement de normes d'information sur la durabilité de grande qualité.

La [question 2](#) qui précède vise à recueillir l'avis du public concernant les objectifs suivants liés à la priorité A :

- **Soutenir l'établissement et l'adoption de normes d'information sur la durabilité de grande qualité en mobilisant les parties intéressées et concernées et en développant une relation d'écoute avec celles-ci, ainsi qu'en prévoyant l'adoption volontaire de ces normes par les entités canadiennes et leur utilisation par les autorités de réglementation et les autorités gouvernementales canadiennes comme source de référence en matière d'obligations d'information liées à la durabilité.**
- **Consolider les liens avec d'autres normalisateurs canadiens.**

PRIORITÉ B — PROMOUVOIR L'INCLUSION DES PEUPLES AUTOCHTONES AU SEIN DU PROCESSUS D'ÉLABORATION DES NORMES D'INFORMATION SUR LA DURABILITÉ

Nous nous engageons à promouvoir l'inclusion des peuples autochtones² au sein du processus d'élaboration des normes d'information sur la durabilité. Nous reconnaissons que les droits des peuples autochtones sont inhérents et propres au contexte canadien, et que la promotion de la réconciliation est un élément essentiel des travaux de normalisation menés au Canada quant aux informations financières à fournir en lien avec la durabilité. Ces considérations stratégiques ne seront pas seulement prises en compte dans le cadre de certains projets particuliers; elles orienteront de façon pérenne l'ensemble de nos projets.

Dans les paragraphes liminaires des projets [de NCID 1 et de NCID 2](#), nous nous sommes engagés à faire en sorte que les peuples autochtones participent activement à l'élaboration des normes d'information sur la durabilité au Canada et que leurs droits soient respectés.

Pour institutionnaliser son engagement, le CCNID a défini les premières étapes de ses travaux, qui nécessitent d'établir un lien de confiance et d'approfondir les relations avec les peuples autochtones en renforçant ses activités de consultation et de mobilisation auprès de ceux-ci. Nous ferons progresser cet engagement non seulement en consolidant nos activités de consultation et de communication auprès des peuples autochtones, mais en créant proactivement des espaces pour solliciter les points de vue et les commentaires des groupes sous-représentés, notamment les aînés, les gardiens des savoirs, les jeunes, les femmes et les personnes bispirituelles. En novembre 2024, le CCNID a publié le document [Questions autochtones : Teneur des commentaires](#), qui présente les commentaires formulés par les répondants tant autochtones que non autochtones sur les questions autochtones. La publication de ces observations est une première étape visant à garantir que le CCNID réaffirme l'importance des principes de transparence et de reddition de comptes dans son engagement envers les peuples autochtones.

Pour poursuivre ces travaux, nous élaborerons un plan de mobilisation en tenant compte des besoins et des intérêts des peuples autochtones afin de nous assurer que ces groupes sont invités à participer à l'élaboration de nos normes. Étant conscient que certaines des méthodes couramment utilisées pour solliciter des commentaires n'incitent pas nécessairement les peuples autochtones à faire part de leur point de vue; le CCNID s'engage à adopter des méthodes nouvelles et appropriées sur le plan culturel pour obtenir la rétroaction de ces groupes. Corollairement, le présent document de consultation contient des questions s'adressant spécifiquement aux répondants des Premières Nations, des Métis et des Inuits.

Malgré l'absence d'une question précise à cet effet dans le cadre de nos [consultations visant l'élaboration de la NCID 1 et de la NCID 2](#), des parties intéressées et concernées, tant autochtones que non autochtones, se sont dits favorables à l'élaboration d'une norme d'information supplémentaire dont l'objet serait de reconnaître et d'intégrer les questions autochtones dans les NCID. Nous envisageons de tirer parti de l'approche modulaire pour faire progresser cette priorité³.

2 Dans le contexte de l'établissement de normes d'information sur la durabilité au Canada, le terme « peuples autochtones » s'entend des Premières Nations, des Métis et des Inuits, des titulaires de droits ainsi que des gouvernements, des communautés, des entreprises et des leaders autochtones.

3 L'IFRS® Foundation soutient l'adoption d'une approche modulaire, qui permet de superposer aux exigences des normes de l'ISSB des exigences supplémentaires qui sont propres à un pays ou territoire ou qui visent un groupe élargi de parties intéressées et concernées. IFRS Foundation. [ISSB's proposed IFRS® Sustainability Disclosure Standards](#), [PDF en ligne], avril 2022. (Consulté le 30 septembre 2024).

Les questions 3 à 8 ci-dessous visent à recueillir l'avis du public concernant les objectifs suivants liés à la priorité B :

- **Consolider les activités de consultation et de mobilisation auprès des peuples autochtones pour établir un lien de confiance et approfondir nos relations avec ceux-ci.**
- **Créer de nouvelles voies pour permettre aux peuples autochtones de participer aux processus de normalisation et d'exprimer leur point de vue.**
- **Assurer la prise en compte des droits et intérêts des peuples autochtones dans les NCID.**

Questions 3 à 8

Les questions 3 et 4 s'adressent à tous les répondants.

3. De quelle façon devrions-nous intégrer cette priorité et les objectifs connexes dans les NCID?
 - (a) Approche modulaire
 - (b) Indications concernant l'importance relative (caractère significatif) et les questions autochtones
 - (c) Toutes ces réponses
4. Si vous avez répondu a), quels composantes ou éléments vous attendriez-vous à retrouver dans une norme supplémentaire (c'est-à-dire élaborée selon l'approche modulaire) portant sur les questions autochtones?

Les questions 5 à 8 s'adressent exclusivement aux répondants autochtones (Premières Nations, Métis et Inuits).

Vos réponses nous aideront à établir une collaboration fructueuse.

5. Comment devrions-nous procéder pour tenir compte de la richesse et de la diversité des points de vue, des besoins et des intérêts des peuples autochtones dans nos processus?
6. Comment pouvons-nous intégrer de manière respectueuse les savoirs, les sciences et les conceptions du monde autochtones dans nos processus ou nos normes?
7. Comment souhaiteriez-vous que la collaboration entre vous, votre communauté ou organisation et le CCNID se concrétise? Quels protocoles précis devrions-nous connaître?
8. Souhaiteriez-vous participer à des discussions pour approfondir ces questions? Dans l'affirmative, veuillez indiquer votre nom et vos coordonnées.

PRIORITÉ C — CONTRIBUER À L'ÉLABORATION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION SUR LA DURABILITÉ

Nous comptons jouer un rôle clé dans la promotion et la protection de l'intérêt public canadien dans le contexte de l'élaboration des normes internationales d'information sur la durabilité. Jusqu'ici, nos travaux ont porté principalement sur l'adoption de la base de référence mondiale que forment [IFRS S1 Obligations générales en matière d'informations financières liées à la durabilité](#) et [IFRS S2 Informations à fournir en lien avec les changements climatiques](#), ainsi que sur l'adaptation de cette base de référence au contexte canadien en nous fondant sur les [critères de modification](#) que nous avons établis. Étant une nouvelle organisation, nous nous sommes aussi employés à établir notre rôle sur la scène mondiale, notamment en siégeant au [Sustainability Standards Advisory Forum](#) de l'ISSB. Nous avons, dans le cadre de nos relations avec l'ISSB, activement contribué à l'élaboration des normes et des programmes de travail de ce dernier et poursuivrons nos efforts en ce sens au cours de la période visée par le présent projet de plan stratégique. Nous reconnaissons par ailleurs les travaux importants auxquels participent des normalisateurs et autorités de réglementation de partout dans le monde pour promouvoir la communication d'informations sur la durabilité qui répondent aux besoins d'information des investisseurs et des autres parties intéressées et concernées.

Nous aspirons donc, conformément à notre mission, à influencer les normes internationales à mesure qu'elles sont élaborées et, lorsque le contexte canadien s'y prête, à jouer ainsi un rôle déterminant sur la scène internationale. Nous veillons aussi à l'harmonisation des exigences afin de favoriser la comparabilité des données à l'échelle mondiale et de faire en sorte que les informations fournies aux utilisateurs sont utiles à la prise de décisions. Pour ce faire, nous nous entretenons régulièrement avec les membres d'autres conseils de normalisation canadiens et internationaux.

La [question 2](#) qui précède vise à recueillir l'avis du public concernant les objectifs suivants liés à la priorité C. Nous les avons élaborés en tenant compte des forces propres au Canada et de la nécessité de faire en sorte que notre pays soit reconnu comme un acteur efficace sur la scène internationale.

- **Participer au processus de normalisation à l'échelle internationale et exercer une influence sur ce dernier, en mettant l'accent sur les domaines qui ont le plus d'incidence au regard de l'intérêt public canadien, comme le projet de recherche de l'ISSB sur la biodiversité.**
- **Donner l'exemple en préconisant la prise en compte des points de vue et questions autochtones dans le processus décisionnel relatif à l'élaboration des normes internationales d'information sur la durabilité.**

PRIORITÉ D — DÉTERMINER COMMENT NOUS POUVONS CONTRIBUER PAR L'ÉLABORATION DE NORMES OU D'INDICATIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À L'INFORMATION SUR LA DURABILITÉ

La mise sur pied du CCNID a été recommandée par le Comité d'examen indépendant de la normalisation au Canada (CEIN) qui jugeait important de s'assurer que les normes canadiennes demeurent pertinentes et évoluent en fonction des progrès rapides accomplis en matière d'information sur la durabilité. Le CEIN avait recommandé que ce nouveau conseil utilise les Normes IFRS d'information sur la durabilité de l'ISSB comme point de départ pour élaborer des normes canadiennes d'information sur la durabilité. Nous avons franchi un premier jalon important lorsque nous avons publié, en décembre 2024, la NCID 1 et la NCID 2 dans le Manuel de CPA Canada – Durabilité, lesquelles sont fondées sur les normes IFRS S1 et IFRS S2 de l'ISSB. À l'instar d'IFRS S1 et d'IFRS S2, les NCID 1 et 2 énoncent des obligations d'information pour les entités à but lucratif, et plus particulièrement pour les entreprises ayant une obligation d'information du public qui exercent leurs activités sur les marchés financiers mondiaux. Nous étudions actuellement s'il est dans l'intérêt public canadien d'élaborer d'autres normes ou indications relatives à l'information sur la durabilité.

Pour définir la Priorité D et les objectifs connexes, nous avons notamment tenu compte des recommandations du CEIN et des commentaires recueillis lors des [consultations sur les NCID 1 et 2](#), et des [critères de modification](#).

Cette priorité vise à nous aider à définir notre rôle dans l'élaboration de normes pour les entités qui ne sont pas principalement visées par les NCID 1 et 2 (par exemple, les entités à capital fermé de petite ou moyenne taille et les entités du secteur public), ainsi que dans la création d'indications relatives aux NCID pour ces entités.

Ces indications pourraient prendre des formes très diverses, telles que :

- des indications, faisant autorité ou non, ou des exemples illustratifs qui accompagneraient les NCID publiées dans le Manuel (nous sommes toutefois conscients que l'ISSB publiera des indications faisant autorité qui auront une incidence sur nos normes);
- des indications de mise en œuvre comme celles qui sont actuellement élaborées par des tiers, tels que des cabinets de consultation et de conseil;
- des documents de référence, tels que des « foires aux questions »;
- des ressources éducatives;
- des avis formulés par un comité technique désigné qui serait chargé d'examiner les commentaires concernant la mise en œuvre des NCID et de nous aider à surmonter les difficultés liées à celle-ci ou à l'élaboration d'indications connexes.

La [question 2](#) qui précède vise à recueillir l'avis du public concernant les objectifs suivants liés à la priorité C :

- **Déterminer si nous devrions élaborer des normes ou des indications distinctes pour certains types d'entités, telles que :**
 - les entités à capital fermé de petite ou moyenne taille établies au Canada;
 - les entités du secteur public.
- **Définir notre rôle pour ce qui est de fournir des indications sur les NCID aux parties intéressées et concernées.**

PRIORITÉ E — METTRE EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE DE COMMUNICATION ET DE CONSULTATION MOBILISANT EFFICACEMENT LES PARTIES INTÉRESSÉES ET CONCERNÉES AFIN DE RÉALISER NOTRE MISSION

Pour que nous puissions mener à bien notre mission de normalisateur canadien en matière d'information sur la durabilité, il est essentiel que nous communiquions efficacement avec les parties intéressées et concernées par nos travaux et que nous les mobilisions. Ce sont les activités de communications et de consultation qui nous permettent de comprendre comment servir l'intérêt public canadien et qui déterminent donc en bonne partie la manière dont nous remplissons notre mission. Il s'agit par ailleurs d'un processus bidirectionnel : d'une part, nous avons besoin de recueillir l'avis des parties intéressées et concernées et, d'autre part, ces dernières ont besoin que nous leur transmettions des informations transparentes et leur offrons de la formation en temps opportun. Dans le cadre de nos consultations visant l'élaboration des [NCID 1 et 2](#) et des [critères de modification](#), de nombreux répondants ont clairement exprimé ce besoin d'information et de formation à l'égard d'un éventail de sujets, dont ce qui distingue notre rôle de celui des autres normalisateurs et autorités de réglementation financière. Nous devons donc mieux communiquer, offrir davantage de formation et faire preuve de plus de transparence à l'égard de nos travaux.

Nous étudions donc attentivement la meilleure façon de mobiliser, d'éduquer et d'informer les parties intéressées et concernées au cours de la période visée par le présent plan stratégique [en projet].

La [question 2](#) qui précède vise à recueillir l'avis du public concernant les objectifs suivants liés à la priorité E :

- **Améliorer la transparence du processus décisionnel et la rapidité de traitement des commentaires dans le cadre des consultations futures.**
- **Réaliser un suivi après mise en œuvre efficace en tenant compte des commentaires reçus des parties intéressées et concernées.**
- **Renforcer la mobilisation de la communauté francophone pour accroître sa participation au processus de normalisation.**

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Nous souhaitons également recueillir vos commentaires (dans le cadre de la [question 9](#) ci-dessous) sur les critères que nous utilisons pour évaluer les priorités qui figureront dans notre plan stratégique. Lorsque nous évaluons nos priorités stratégiques potentielles, nous soupons chacun des critères en tenant compte du contexte global, y compris les faits nouveaux à l'échelle internationale ayant une incidence sur notre cadre de fonctionnement et les compromis à faire pour ajouter de nouvelles priorités à notre programme de travail. Ces compromis sont les suivants :

- les ressources dont nous disposons et l'incidence de la nouvelle priorité sur notre capacité à réaliser notre mission et à respecter nos priorités stratégiques;
- les liens existants, le cas échéant, entre la priorité potentielle et d'autres normes et référentiels;
- la mesure dans laquelle la priorité potentielle reflète les points de vue des parties intéressées et concernées et sert l'intérêt public au Canada.

Ces facteurs sont énumérés sans ordre particulier.

Critères d'évaluation des priorités stratégiques

Prédominance

- Le fait que la priorité concorde avec les normes et les priorités nationales et internationales qui font progresser notre mission, notre vision et nos objectifs.
- Le fait que les priorités concernent des questions propres au Canada qui serviraient l'intérêt public en améliorant les pratiques en matière d'information sur la durabilité.

Incidences

- Le fait que la priorité réponde à un besoin urgent pour les entités ou pour l'intérêt public canadien.
- Le fait que la priorité donne lieu à la communication d'informations sur la durabilité qui sont pertinentes pour les parties intéressées et concernées.
- Le fait que la priorité réponde à des risques liés à la réglementation, aux lois ou aux politiques ou à des faits nouveaux liés à l'amélioration de la qualité de l'information sur la durabilité.
- Le fait que la priorité favorise l'harmonisation avec d'autres normes nationales et internationales.
- Le fait que la priorité fera progresser notre mission et notre vision à court, moyen et long terme.

Question 9

9. Le CCNID a-t-il défini des critères appropriés pour évaluer ses priorités stratégiques? Dans la négative, pourquoi?

MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Procédure officielle

Notre [procédure officielle](#) est fondée sur les principes clés de transparence, de consultation et de reddition de comptes. Elle est comparable à celle d'autres normalisateurs au Canada et à l'étranger (par exemple, le CNC et l'ISSB).

Communications

Nous communiquons abondamment avec les parties intéressées et concernées dans le cadre de nos activités de consultation et par l'entremise des médias sociaux et de notre [page Web](#) afin d'élaborer des normes d'information sur la durabilité de grande qualité et de transmettre à l'ISSB des commentaires au nom des parties intéressées et concernées du Canada.

Nous continuerons à chercher comment tirer parti des technologies pour améliorer nos communications, nous rendre plus accessibles aux parties intéressées et concernées et mobiliser activement celles-ci.

Évaluation des résultats

Comme il est précisé dans notre [mandat](#), nous avons la responsabilité de démontrer au [conseil de surveillance](#) que nous avons utilisé d'une manière efficace et efficiente les ressources mises à notre disposition, et que nous avons déterminé dans quelle mesure nous réalisons notre mission. Le présent plan stratégique [en projet] servira à orienter l'élaboration de nos programmes de travail annuels pour la période allant de 2025 à 2028.

Mobilisation des parties intéressées et concernées

Dans le cadre de sa [procédure officielle](#), un normalisateur efficace consulte ses parties intéressées et concernées sur l'ordre de priorité de ses projets. Ainsi, nous sollicitons les commentaires des parties intéressées et concernées en publiant des documents de consultation et en organisant des rencontres et d'autres activités de consultation.

De plus, les normalisateurs sont souvent en liaison avec d'autres instances (autorités de réglementation des valeurs mobilières, gouvernements, autorités de réglementation de l'audit, experts, organismes professionnels, etc.) afin de tendre vers l'objectif commun d'établir des normes d'information sur la durabilité de grande qualité. Nous continuerons à accorder la priorité à ces activités.

Recherche

Pour éclairer le mieux possible nos décisions de normalisation, les recherches réalisées doivent être menées en temps utile et porter sur des sujets liés directement à nos travaux en cours. Dans les années à venir, nous envisageons notamment :

- d'entreprendre des recherches pour éclairer nos décisions dans le cadre de travaux et projets futurs;
- de réaliser, dans le cadre de projets de normes ou d'autres travaux, des recherches sur des sujets techniques en collaboration avec des universitaires et d'autres experts dans les domaines concernés.

Pour les demandes de recherche, veuillez nous écrire à cssb.ccnid@frascanada.ca.

ANNEXE — PRINCIPES DIRECTEURS ET VALEURS SOUTENANT LE RESPECT DES DROITS AUTOCHTONES LORS DE L'ÉLABORATION DES NCID

Le présent document [en projet], qui est destiné au public, énoncera les principes directeurs et les valeurs qui :

- orientent la mise en œuvre des priorités stratégiques du CCNID visant à faire progresser la réconciliation avec les peuples autochtones;
- influencent les comportements du CCNID à mesure que ces travaux progressent;
- appellent le CCNID à assumer la responsabilité de ses engagements.

En ce qui concerne les engagements du CCNID envers les peuples autochtones, il reconnaît que la promotion de la réconciliation avec les Premières Nations, les Métis et les Inuits et le respect de leurs droits sont des éléments essentiels des travaux de normalisation en matière d'information sur la durabilité au Canada. Il s'engage par ailleurs à s'assurer que les peuples autochtones participent activement à l'élaboration des normes d'information sur la durabilité au Canada. Ces engagements reposent sur une série de principes directeurs et de valeurs qui guideront les travaux du CCNID visant à renforcer le lien de confiance et à approfondir ses relations avec les peuples autochtones.

Le présent document [en projet] a été rédigé à la lumière des droits des peuples autochtones, tels que définis par la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* ([DNUDPA](#)), des principes énoncés dans le [rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada et les appels à l'action connexes](#), le [Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, y compris les appels à la justice](#) et les [Principes régissant la relation du Gouvernement du Canada avec les peuples autochtones](#). Ces rapports et principes rendent compte de certains des points de vue, des intérêts et des attentes des peuples autochtones au Canada.

Les principes directeurs et valeurs énoncés dans le présent document aideront le CCNID orienter ses priorités stratégiques de manière respecter les droits des peuples autochtones et à promouvoir la réconciliation avec ceux-ci. Ils apportent aux membres et permanents du CCNID, aux parties intéressées et concernées, ainsi qu'au public des éclaircissements concernant l'approche des travaux à long terme du CCNID.

Le projet de document comprend sept principes directeurs et onze valeurs, comme indiqué ci-dessous.

Principes directeurs

1. **Le CCNID reconnaît et respecte les droits des peuples autochtones** : Les droits des Premières Nations, des Métis et des Inuits sont inhérents et propres au contexte canadien. En collaboration avec les peuples autochtones, le CCNID étudiera la meilleure manière de tenir compte de ces droits lors de l'élaboration des NCID. Il entend user de son influence pour favoriser le respect des droits des peuples autochtones, tels que confirmés par la [DNUDPA](#), lors de l'élaboration des normes internationales d'information sur la durabilité.
2. **Le CCNID reconnaît que les peuples autochtones peuvent exercer leur droit à l'autodétermination en établissant leurs propres lois et pratiques, y compris en matière de gouvernance** : Les membres et permanents du CCNID sont appelés à suivre un programme de formation pour acquérir des connaissances culturelles et historiques concernant les structures de gouvernance, les perspectives quant à la durabilité, les conceptions du monde et les pratiques durables des peuples autochtones au moyen d'une approche fondée sur les distinctions.

3. **Le rétablissement des relations est au cœur de la réconciliation** : Le CCNID s'engage à investir dans l'établissement de relations à long terme avec les Premières Nations, les Métis et les Inuits afin de s'assurer de prendre en compte leurs priorités et leurs points de vue dans le cadre de son processus de normalisation.
4. **L'engagement à faire progresser la réconciliation est un objectif qui doit influencer chaque aspect des travaux du CCNID** : Le CCNID considère que l'établissement de relations avec les peuples autochtones est une priorité stratégique fondamentale, c'est-à-dire qu'elle sera prise en compte dans tous ses projets et programmes de travail futurs.
5. **Le CCNID reconnaît que la réconciliation est un processus continu qui nécessite humilité, conscience de soi et pensée réfléchie** : Il est conscient du fait que sa compréhension de la réconciliation évoluera à mesure que ses relations avec les peuples autochtones se développeront et s'engage à demeurer ouvert à ce processus continu de croissance et de compréhension. Son engagement s'étend à la création d'un plan de mobilisation qui tient compte des besoins et des intérêts des Premières Nations, des Métis et des Inuits, des titulaires de droits ainsi que des gouvernements, des communautés, des entreprises et des leaders autochtones, afin de s'assurer que ces groupes participent à l'élaboration des NCID. Le CCNID a la ferme intention d'être à l'écoute des peuples autochtones et de collaborer avec eux pour élaborer ses plans stratégiques et façonner les normes d'information sur la durabilité au Canada. Il s'engage donc à porter une oreille attentive et à faire preuve de créativité et d'innovation pour s'ouvrir à ces importantes visions du monde.
6. **Pour parvenir à la réconciliation, il faut reconnaître les injustices historiques et les problèmes qui font actuellement obstacle à l'établissement de relations positives et respectueuses** : Le CCNID s'engage à identifier et à affronter ces obstacles, tels que la discrimination systémique, les préjugés et les contraintes imposées par les structures coloniales. Il entend s'attaquer directement à ces problèmes, en prenant dûment en considération la dignité humaine et les droits des peuples autochtones.
7. **Le CCNID s'engage à adopter une approche axée sur les résultats pour faire progresser la réconciliation** : Il recherchera activement des outils et des mesures pratiques et concrets dans le cadre de ses travaux, car il comprend que la reddition de comptes et des progrès tangibles sont essentiels pour favoriser et rétablir le lien de confiance.

Valeurs directrices

- Accessibilité
- Clarté
- Collaboration
- Courage
- Écoute attentive
- Humilité
- Inclusion
- Réciprocité
- Reddition de comptes
- Respect
- Transparence

© 2025 Normes d'information financière et de certification,
Comptables professionnels agréés du Canada

Tous droits réservés. Cette publication est protégée par des droits d'auteur et ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ou transmise de quelque manière que ce soit (électroniquement, mécaniquement, par photocopie, enregistrement ou toute autre méthode) sans autorisation écrite préalable.

Pour toute question relative à cette autorisation, veuillez écrire à info@frascanada.ca.